

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1953 No. 114

A. TITEL

Protocol betreffende de Europese Conferentie van Ministers van Verkeer, met Bijlage; Brussel, 17 October 1953

B. TEKST

Protocole relatif à la Conférence Européenne des Ministres des Transports

Les Gouvernements représentés à la Conférence Européenne des Ministres des Transports qui s'est réunie à Bruxelles du 13 au 17 octobre 1953;

Désireux d'instituer une procédure permettant de prendre des mesures efficaces en vue de coordonner et de rationaliser les transports intérieurs européens d'importance internationale;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Conférence Européenne des Ministres des Transports

Par les présentes, est organisée une „Conférence Européenne des Ministres des Transports” (appelée ci-après la Conférence).

Article 2

Structure de la Conférence

La Conférence comprend:

(a) un Conseil des Ministres des Transports (appelé ci-après le Conseil);

(b) un Comité des Suppléants (appelé ci-après le Comité).

Ces deux organes sont assistés d'un Secrétariat administratif.

Article 3

Objectifs de la Conférence

La Conférence a pour objectifs:

(a) de prendre toutes mesures destinées à réaliser, dans un cadre général ou régional, la meilleure utilisation et le développement le plus rationnel des transports intérieurs européens d'importance internationale;

(b) de coordonner et de promouvoir les travaux des Organisations internationales s'intéressant aux transports intérieurs européens, compte tenu de l'activité des autorités supranationales dans ce domaine.

Article 4

Membres et membres associés de la Conférence

1. Sont membres de la Conférence les Parties Contractantes au présent Protocole.

2. Sont membres associés de la Conférence le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada, s'ils en font la demande, ainsi que tout autre gouvernement dont la demande d'adhésion comme membre associé aura été approuvée à l'unanimité par le Conseil.

3. Les membres associés peuvent se faire représenter par des observateurs à toutes les réunions du Conseil et du Comité. Tous les documents émanant de la Conférence leur sont communiqués.

Article 5

Conseil des Ministres

Le Conseil se compose des Ministres qui ont les transports intérieurs dans leurs attributions au sein de leur propre gouvernement. Au cas où, dans un gouvernement, diverses questions de transports intérieurs relèvent de la compétence de deux ou plusieurs Ministres, ceux-ci peuvent participer aux travaux du Conseil, sous réserve qu'aucun gouvernement membre ne dispose de plus d'une voix au Conseil.

Article 6

Comité des Suppléants

1. Le Comité se compose de fonctionnaires désignés à raison d'un Suppléant par Ministre, étant entendu qu'aucun gouvernement membre ne dispose de plus d'une voix au Comité.

2. Le Comité a pour rôle:

(a) de préparer les séances du Conseil;

(b) de traiter les questions pour lesquelles une délégation lui serait donnée par le Conseil;

(c) d'informer le Conseil des mesures prises dans les divers pays pour donner effet aux conclusions prises au sein de la Conférence.

Article 7

Dispositions administratives

(a) Le siège administratif de la Conférence est fixé à Paris. Le Conseil se réunit au siège administratif de la Conférence ou en un autre lieu, selon qu'il en décidera. Le Comité se réunit normalement au siège administratif de la Conférence; il peut se réunir en un autre lieu si le Conseil en décide ainsi, en accord avec le gouvernement intéressé.

(b) Le Secrétariat administratif est rattaché administrativement au Secrétariat de l'Organisation Européenne de Coopération Economique mais, dans l'exercice de ses fonctions, il dépend uniquement de la Conférence. Les Secrétaires administratifs sont nommés avec l'agrément de la Conférence. Ils sont chargés de la rédaction des ordres du jour, comptes rendus et procès-verbaux des réunions du Conseil et du Comité. Ils consignent les conclusions de la Conférence et sont chargés de la distribution des documents et de la conservation des archives de la Conférence.

Article 8

Groupes restreints

(a) Des groupes restreints peuvent être formés pour mettre à l'étude et poursuivre la discussion, dans le cadre de la Conférence, de questions présentant pour certains membres un intérêt particulier et rentrant dans les objectifs de la Conférence.

(b) La formation d'un groupe restreint doit être notifiée au Conseil qui sera tenu informé de la marche générale des travaux de ce groupe.

(c) Les autres membres, s'ils s'estiment intéressés, seront admis à suivre les études et discussions du groupe restreint, mais ne pourront s'opposer à ce qu'elles soient poursuivies dans le cadre de la Conférence.

Article 9

Conclusions de la Conférence

(a) Les Conclusions prises au sein de la Conférence sont mises en application dans les pays qui s'y sont ralliés; à cet effet, les Ministres des Transports intéressés prendront ou proposeront chacun en ce qui le concerne et dans la limite de sa compétence nationale, toutes mesures adéquates.

(b) Si la conclusion d'un accord international général ou restreint apparaît nécessaire, chaque Ministre des Transports intéressé demande à son gouvernement que des pleins pouvoirs soient accordés à

lui-même, ou à une ou plusieurs personnes spécialement désignées à cet effet, pour conclure cet accord international. Tout accord international ainsi conclu entre un certain nombre de gouvernements membres sera ouvert à l'adhésion des autres gouvernements membres.

(c) Dans certains cas particuliers, la Conférence ou un groupe restreint peut, par un vote émis à l'unanimité, et nonobstant les dispositions des alinéas (a) et (b) ci-dessus, transmettre ses conclusions à une organisation internationale investie d'un pouvoir de décision, en lui demandant d'adopter cette conclusion, à titre de décision propre.

(d) Tout gouvernement membre de la Conférence, mais n'adhérant pas à une organisation internationale qui aurait pris une décision en vertu des dispositions de l'alinéa (c) ci-dessus, peut notifier à la Conférence son intention d'agir comme s'il était lié par cette décision.

Article 10

Régime financier

(a) L'Organisation Européenne de Coopération Economique sera invitée à prendre à sa charge les traitements et dépenses du Secrétariat administratif et à fournir les moyens matériels nécessaires au bon fonctionnement de la Conférence. Toutefois, lorsqu'un des organes de la Conférence se réunit en dehors de son siège, le pays invitant supporte les frais entraînés par la réunion, sous réserve des traitements du Secrétariat administratif qui sont à la charge de l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

(b) Les gouvernements membres de la Conférence qui ne sont pas membres de l'Organisation Européenne de Coopération Economique contribueront aux dépenses de la Conférence selon les dispositions spéciales à arrêter entre ces gouvernements et l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

(c) Les conditions d'application du présent article et de l'article 7 ci-dessus feront l'objet d'un arrangement entre la Conférence et l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

Article 11

Relations avec les organisations internationales

(a) La Conférence peut établir des relations avec les organisations internationales, supra-nationales, inter-gouvernementales et non gouvernementales s'intéressant aux questions de transports intérieurs européens.

(b) Si la Conférence est saisie de questions techniques déterminées qui peuvent nécessiter une étude particulière, le Conseil ou le Comité confie, chaque fois que cela est possible et de la manière qui lui paraît la plus appropriée, à une organisation internationale, inter-

gouvernementale ou non gouvernementale compétente, s'intéressant aux transports intérieurs européens, le soin d'effectuer les études nécessaires. Se fondant sur ces études, le Comité soumet ses conclusions au Conseil pour approbation.

(c) (1) Il est reconnu que la Conférence a un intérêt majeur à consulter l'Organisation Européenne de Coopération Economique sur les questions de transports intérieurs européens présentant un intérêt économique général, et à consulter également les autres organisations visées au paragraphe (a) ci-dessus sur les problèmes de transport qui sont de leur domaine respectif. Cette consultation aura un caractère de réciprocité chaque fois que cela est possible.

(2) Si l'Organisation Européenne de Coopération Economique estime qu'une question étudiée par la Conférence présente un intérêt économique général, elle pourra demander à l'unanimité à être consultée, étant entendu que la Conférence pourra également, sur les problèmes de sa propre compétence, demander dans les mêmes conditions à être consultée par l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

Article 12

Règlement intérieur

1. Le Règlement intérieur annexé au présent Protocole régit les travaux de la Conférence.

2. Le Conseil peut réviser ou compléter le Règlement intérieur par une décision prise à l'unanimité.

Article 13

Amendements

Le présent Protocole peut être amendé par le Conseil, les Ministres devant se prononcer à l'unanimité et être munis de pleins pouvoirs de leur gouvernement; les amendements entrent en vigueur dès que tous les gouvernements membres les ont approuvés.

Article 14

Signature, ratification et entrée en vigueur

1. Le présent Protocole restera ouvert à la signature à Bruxelles jusqu'au 1er mai 1954 à tous les gouvernements représentés à la Conférence Européenne des Ministres des Transports tenue à Bruxelles du 13 au 17 octobre 1953.

2. Chacun de ces gouvernements peut devenir Partie Contractante au présent Protocole:

a) par signature sans réserve de ratification,

b) par signature sous réserve de ratification, suivie de ratification.

3. Dans les cas visés au paragraphe 2 (b) du présent article, les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement

belge et la ratification prendra effet à la date du dépôt des instruments. Notification en sera faite par le Gouvernement belge aux gouvernements visés au paragraphe 1 ci-dessus.

4. Le présent Protocole entrera en vigueur dès que six gouvernements au moins l'auront approuvé à titre définitif soit par signature sans réserve de ratification, soit par signature suivie de ratification. Pour chaque gouvernement qui, après l'entrée en vigueur du présent Protocole, le signera sans réserve de ratification ou le ratifiera, le Protocole entrera en vigueur au moment de cette signature ou de cette ratification.

5. Toutefois, en attendant l'entrée en vigueur du présent Protocole, les gouvernements qui l'auront signé sous réserve de ratification conviennent, afin d'éviter tout retard, de le mettre en application dès sa signature, à titre provisoire, pour autant que leurs règles constitutionnelles respectives le leur permettent.

Article 15

Adhésion

1. Tout gouvernement européen non signataire peut devenir Partie Contractante au présent Protocole, en y adhérant après que sa demande de faire partie de la Conférence aura été approuvée à l'unanimité par le Conseil.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement belge et l'adhésion prendra effet dès leur dépôt.

Article 16

Dénonciation

Tout gouvernement membre pourra dénoncer le présent Protocole, en donnant un préavis de six mois au Gouvernement belge, qui le notifiera aux autres gouvernements membres.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le 17 octobre 1953, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la Belgique, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les gouvernements participants.

Pour la République fédérale d'Allemagne:

(s.) SEEBOHM.

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

Sous réserve de ratification

(s.) P.-W. SEGERS.

Pour le Danemark:

Ad referendum

(s.) PALLE CHRISTENSEN.

Pour l'Espagne:

Sous réserve de ratification

(s.) Le Comte DE VALLELLANO.

Pour la France:

(s.) J. CHASTELLAIN.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Subject to ratification

(s.) SELKIRK.

Pour la Grèce:

Pour l'Italie:

(s.) BERNARDO MATTARELLA.

Pour le Luxembourg:

*Ad referendum et sous la réserve expresse de l'approbation
de l'arrangement à conclure, conformément à l'article 10. c.*

(s.) V. BODSON.

Pour la Norvège:

Subject to ratification

(s.) JAKOB PETTERSEN.

Pour les Pays-Bas:

Sous réserve de ratification

(s.) J. ALGERA.

Pour le Portugal:

Ad referendum

(s.) M. GOMES DE ARAUJO.

Pour la Suède:

Subject to ratification

(s.) SVEN ANDERSSON.

Pour la Suisse:

(s.) ESCHER.

Pour la Turquie:

Sous réserve de ratification

(s.) K. ZEYTINOGLU.

Pour la Zone Anglo-américaine du Territoire de Trieste:

Sous réserve de ratification

(s.) COSULICH.

Règlement intérieur de la Conférence Européenne des Ministres des Transports

Article 1

Conseil

(a) Le Conseil élit, à la majorité des membres présents, un Bureau composé d'un Président et de deux Vice-Présidents. Ce Bureau est élu en principe chaque année et reste en fonction jusqu'à la désignation d'un nouveau Bureau.

(b) Le Président sortant est normalement remplacé par le premier Vice-Président de l'année précédente, et ce dernier par le second Vice-Président.

(c) Si, au cours de son mandat, un membre du Bureau quitte ses fonctions de Ministre des Transports au sein de son propre gouvernement, il est automatiquement remplacé par le Ministre qui lui succède dans ces fonctions.

Article 2

Le Conseil se réunit en principe au moins une fois par an sur convocation de son Président. En outre, celui-ci convoque le Conseil lorsque le tiers au moins des membres en font expressément la demande.

Article 3

Comité

Le Bureau du Comité se compose d'un Président et de deux Vice-Présidents. Afin d'assurer une liaison étroite entre le Bureau du Conseil et celui du Comité, le Président et les Vice-Présidents du Comité sont respectivement les Suppléants du Président et des Vice-Présidents du Conseil.

Article 4

Le Comité se réunit aussi souvent qu'il l'estime nécessaire et en tout cas lors de chaque session du Conseil. Le Président convoque également le Comité sur la demande ou avec l'accord d'un tiers au moins de ses membres.

Article 5

Sauf décision contraire du Conseil, les séances du Conseil et du Comité ne sont pas publiques.

Article 6

Groupes restreints

Les groupes restreints formés conformément à l'Article 8 du Protocole règlent leurs méthodes de travail.

Article 7

Ordre du jour

(a) Avant chaque séance du Conseil ou du Comité, le Bureau intéressé établit un ordre du jour provisoire.

(b) Au premier point de l'ordre du jour figure l'examen des mesures prises par les pays membres pour donner effet aux Conclusions de la Conférence.

(c) L'ordre du jour provisoire est mis à la disposition de tous les membres, six semaines au moins avant la date de chaque session du Conseil et trois semaines au moins avant la date de chaque session du Comité.

(d) A l'ouverture de chaque session, tout membre a le droit d'inscrire une question à l'ordre du jour provisoire. L'ordre du jour est ensuite adopté à la majorité des membres présents.

Article 8

Votes

Les Résolutions prises par le Conseil ou par le Comité sur des questions de procédure ayant pour objet la marche de leurs travaux sont adoptées à la majorité des membres présents, sauf disposition spéciale contraire.

Article 9

Quorum

Pour toute réunion du Conseil ou du Comité, le quorum est atteint lorsque les deux tiers des membres sont présents ou représentés.

Article 10

Comptes rendus

Il est établi un compte rendu pour toutes les séances du Conseil et du Comité.

Article 11

Auditions

Lorsque la Conférence discute d'une question pour laquelle une Organisation Internationale est compétente, des arrangements peuvent être pris par le Comité, décidant à la majorité pour prendre connaissance des vues de l'Organisation en question.

Article 12

Dispositions diverses

A moins que le Bureau du Conseil ou du Comité n'en décide autrement, les documents émanant de la Conférence ne sont communiqués qu'aux gouvernements membres et associés.

Article 13

Le Bureau du Conseil peut, avec l'accord du Conseil, publier des communiqués de presse sur les travaux de la Conférence.

C. VERTALING

**Protocol betreffende de Europese Conferentie van
Ministers van Verkeer**

De Regeringen, vertegenwoordigd ter Europese Conferentie van Ministers van Verkeer, gehouden te Brussel van 13 t/m 17 October 1953;

Verlangend een werkwijze vast te stellen voor het nemen van doeltreffende maatregelen ter coördinatie en rationalisatie van het

Europese verkeer te land en op de binnenwateren, voorzover van internationaal belang;

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel 1

Europese Conferentie van Ministers van Verkeer

Bij dit Protocol wordt ingesteld een „Europese Conferentie van Ministers van Verkeer” (hierna te noemen de Conferentie).

Artikel 2

Samenstelling van de Conferentie

De Conferentie omvat:

- a) een Raad van Ministers van Verkeer (hierna te noemen de Raad);
- b) een Commissie van Plaatsvervangers (hierna te noemen de Commissie).

Deze twee organen worden bijgestaan door een Administratief Secretariaat.

Artikel 3

Doelstellingen van de Conferentie

De doelstellingen van de Conferentie zijn:

- a) maatregelen te nemen om in algemeen dan wel in regionaal verband te geraken tot het meest intensieve gebruik en de meest doelmatige ontwikkeling van het Europese verkeer te land en op de binnenwateren, voorzover van internationaal belang;
- b) het werk van de internationale organisaties, welke bemoeiing hebben met het Europese verkeer te land en op de binnenwateren, te coördineren en te bevorderen, daarbij rekening houdende met de werkzaamheid van bovennationale gezagsorganen op dat terrein.

Artikel 4

Leden en toegevoegde leden van de Conferentie

1. Leden van de Conferentie zijn de partijen bij dit Protocol.
2. Toegevoegde leden van de Conferentie zijn de Regering van de Verenigde Staten van Amerika en de Regering van Canada, indien zij daartoe de wens te kennen geven, alsmede elke andere Regering, welke verzoek om toelating als toegevoegd lid eenstemmig door de Raad wordt ingewilligd.
3. De toegevoegde leden kunnen zich bij alle vergaderingen van de Raad en de Commissie door waarnemers doen vertegenwoordigen. Alle Conferentie-stukken worden te hunner kennis gebracht.

Artikel 5

De Raad van Ministers

De Raad bestaat uit de Ministers, tot wier bevoegdheid in de Regering, waarvan zij deel uitmaken, het verkeer te land en op de binnenwateren behoort. Indien in een Regering verschillende vraagstukken van het verkeer te land en op de binnenwateren tot de bevoegdheid van twee of meer Ministers behoren, kunnen dezen aan het werk van de Raad deelhebben, met dien verstande evenwel, dat geen Regering, lid der Conferentie, in de Raad over meer dan één stem kan beschikken.

Artikel 6

De Commissie van Plaatsvervangers

1. De Commissie bestaat uit ambtenaren, aangewezen naar de maatstaf van één plaatsvervanger voor elke Minister, met dien verstande, dat geen Regering, lid der Conferentie, in de Commissie over meer dan één stem kan beschikken.

2. De Commissie heeft tot taak:

- a) de voorbereiding der zittingen van de Raad;
- b) de behandeling van vraagstukken, terzake waarvan haar door de Raad een opdracht is verstrekt;
- c) aan de Raad verslag uit te brengen terzake van de maatregelen, welke in de verschillende landen zijn genomen ter uitvoering van de besluiten der Conferentie.

Artikel 7

Administratieve bepalingen

a) De administratieve zetel van de Conferentie is gevestigd te Parijs. De Raad vergadert daar, waar de administratieve zetel der Conferentie is gevestigd dan wel elders, al naar hij besluit. De Commissie vergadert als regel daar, waar de administratieve zetel van de Conferentie is gevestigd; zij kan elders vergaderen, indien de Raad daartoe besluit in overeenstemming met de betrokken Regering.

b) Het Administratieve Secretariaat vormt administratief een onderdeel van het Secretariaat van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, maar is, voor wat betreft zijn werkzaamheden, alleen ondergeschikt aan de Conferentie. De Administratieve Secretarissen worden benoemd met goedvinden van de Conferentie. Zij zijn belast met de redactie van de agenda, de verslagen en de notulen van de vergaderingen van de Raad en de Commissie. Zij stellen de besluiten van de Conferentie op schrift en zijn belast met het rondzenden der bescheiden en de bewaring van het archief der Conferentie.

Artikel 8

Beperkte groepen

a) Beperkte groepen kunnen worden gevormd ter bestudering en behandeling binnen het kader der Conferentie van vraagstukken, welke in het bijzonder voor sommige leden van belang zijn en begrepen zijn onder de doelstellingen der Conferentie.

b) De Raad wordt ingelicht omtrent de vorming van een beperkte groep en op de hoogte gehouden van het algemene verloop van haar werkzaamheden.

c) Het is de andere leden toegestaan de bestudering en behandeling in de beperkte groep te volgen, indien zij hun belangen daarbij betrokken achten, doch zij kunnen zich niet ertegen verzetten, dat deze bestudering en behandeling binnen het kader der Conferentie wordt voortgezet.

Artikel 9

Besluiten van de Conferentie

a) De binnen het bestek der Conferentie genomen besluiten worden ten uitvoer gelegd door de landen, welke ermede hebben ingestemd. De betrokken Ministers van Verkeer nemen daartoe elk voor zich, al naar gelang van hun nationale bevoegdheid, alle wenselijke maatregelen, of doen voorstellen tot zodanige maatregelen.

b) Indien het sluiten van een internationale overeenkomst van algemene of beperkte strekking noodzakelijk wordt geacht, verzoekt elke betrokken Minister van Verkeer zijn Regering, dat hem dan wel een of meer in het bijzonder daartoe aangewezen personen volmacht worde verleend tot het aangaan van zodanige internationale overeenkomst. Elke aldus tussen een beperkt aantal Regeringen, leden der Conferentie, tot stand gekomen internationale overeenkomst staat ter toetreding open voor de andere Regeringen, leden der Conferentie.

c) In bijzondere gevallen kan de Conferentie of een beperkte groep, ongeacht het hierboven onder a) en b) bepaalde, bij eenstemmigheid haar besluiten voorleggen aan een internationale organisatie, welke tot het nemen van besluiten bevoegd is, met het verzoek een dergelijk besluit als haar besluit over te nemen.

d) Elke Regering, lid der Conferentie maar niet aangesloten bij een internationale organisatie, welke overeenkomstig het hierboven onder c) bepaalde een besluit heeft genomen, kan de Conferentie kennis geven van haar bedoeling te handelen als ware zij door dat besluit gebonden.

Artikel 10

Financiële bepalingen

a) De Organisatie voor Europese Economische Samenwerking zal worden verzocht de salarissen en uitgaven van het Administratieve

Secretariaat te haren laste te nemen en de voor een goede functionering der Conferentie vereiste materiële hulpmiddelen te verschaffen. Wanneer echter een der organen van de Conferentie elders vergadert dan waar haar zetel is gevestigd, draagt het ontvangende land de aan de vergadering verbonden kosten met uitzondering van de salarissen van het Administratieve Secretariaat, welke ten laste komen van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking.

b) De Regeringen, leden der Conferentie, welke geen lid zijn van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, dragen in de onkosten der Conferentie bij overeenkomstig de bijzondere bepalingen, welke in overleg tussen deze Regeringen en de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking worden vastgesteld.

c) De toepassing van dit artikel alsmede van artikel 7 wordt in haar uitwerking nader geregeld in overleg tussen de Conferentie en de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking.

Artikel 11

Betrekkingen met de Internationale Organisaties

a) De Conferentie kan betrekkingen vestigen met de internationale, bovennationale, intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties, welke bemoeiing hebben met het Europese verkeer te land en op de binnenwateren.

b) Indien zich in de Conferentie bijzondere vraagstukken van technische aard voordoen, welke een bijzondere bestudering kunnen vereisen, verzoekt de Raad dan wel de Commissie, zo dikwijls zulks mogelijk is en op de wijze, welke hun het meest doelmatig voorkomt, aan een bevoegde intergouvernementele of niet-gouvernementele internationale organisatie, welke bemoeiing heeft met het Europese verkeer te land en op de binnenwateren om de vereiste bestudering te verrichten. De Commissie legt haar, naar aanleiding van zodanige bestudering, genomen besluiten ter goedkeuring aan de Raad voor.

c) 1. Erkend wordt dat het voor de Conferentie van overwegend belang is om de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking te raadplegen terzake van vraagstukken betreffende het Europese verkeer te land en op de binnenwateren, welke van algemeen economisch belang zijn, alsook om de andere hiervóór onder a) bedoelde organisaties te raadplegen terzake van verkeersvraagstukken, tot hun onderscheiden bevoegdheid behorende. Zo dikwijls zulks mogelijk is, vindt deze raadpleging op basis van wederkerigheid plaats.

2. Indien de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking een vraagstuk, hetwelk door de Conferentie wordt bestudeerd, van algemeen economisch belang acht, kan zij bij eenstemmigheid verzoeken terzake te worden geraadpleegd, met dien verstande, dat

de Conferentie met betrekking tot vraagstukken, terzake waarvan zij zelve bevoegd is, onder dezelfde voorwaarden eveneens kan zoeken door de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking te worden geraadpleegd.

Artikel 12

Huishoudelijk Reglement

1. De werkzaamheden der Conferentie worden beheerst door het als Bijlage bij dit Protocol gevoegde Huishoudelijk Reglement.

2. Het Huishoudelijk Reglement kan worden herzien of aangevuld bij eenstemmig besluit van de Raad.

Artikel 13

Wijzigingen

Dit Protocol kan worden gewijzigd door de Raad, voorzover de Ministers daartoe eenstemmig besluiten en met volledige volmacht terzake van hun Regeringen zijn uitgerust. De wijzigingen treden in werking, zodra alle Regeringen, leden der Conferentie, deze hebben goedgekeurd.

Artikel 14

Ondertekening, bekrachtiging en inwerkingtreding

1. Dit Protocol is te Brussel tot de eerste Mei 1954 opengesteld ter ondertekening voor alle Regeringen, welke waren vertegenwoordigd ter Europese Conferentie van Ministers van Verkeer, gehouden te Brussel van 13 t/m 17 October 1953.

2. Elk van deze Regeringen kan partij worden bij dit Protocol:

a) door ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging,

b) door ondertekening onder voorbehoud van bekrachtiging, gevolgd door bekrachtiging.

3. In het geval in dit artikel bedoeld onder 2 b), worden de akten van bekrachtiging nedergelegd bij de Belgische Regering en gaat de bekrachtiging in op het tijdstip van nederlegging. De Belgische Regering stelt de hiervoor onder 1. bedoelde Regeringen in kennis van de nederlegging der akten van bekrachtiging.

4. Dit Protocol treedt in werking, zodra tenminste zes Regeringen hetzelfde definitief hebben goedgekeurd, hetzij door ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging, hetzij door ondertekening, gevolgd door bekrachtiging. Voor elke Regering, welke dit Protocol na de inwerkingtreding ondertekent zonder voorbehoud van bekrachtiging of bekrachtigt, treedt hetzelfde in werking op het tijdstip der ondertekening, onderscheidenlijk der bekrachtiging.

5. De Regeringen, welke dit Protocol ondertekenen onder voorbehoud van bekrachtiging, verbinden zich niettemin teneinde ver-

traging te vermijden, hetzelfde, in afwachting van de inwerkingtreding, met ingang van het tijdstip hunner ondertekening voorlopig toe te passen, voorzover de voor hen geldende grondwettelijke bepalingen zulks toelaten.

Artikel 15

Toetreding

1. Elke Europese Regering, welke dit Protocol niet ondertekent, kan partij worden door toetreding, nadat haar verzoek om als partij te worden toegelaten bij eenstemmigheid door de Raad is ingewilligd.
2. De akten van toetreding worden nedergelegd bij de Belgische Regering en de toetreding gaat in op het tijdstip der nederlegging.

Artikel 16

Opzegging

Elke Regering, lid der Conferentie, kan dit Protocol met inachtneming van een termijn van zes maanden bij de Belgische Regering opzeggen; deze stelt daarvan de andere Regeringen, leden der Conferentie, in kennis.

Ten blijk van waarvan de ondergetekende Gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel, de 17e October 1953, in de Franse en de Engelse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar, dat bewaard blijft in het archief van de Belgische Regering. Deze zal hiervan een gewaarmerkt afschrift doen toekomen aan alle deelnemende Regeringen.

(Zie voor de ondertekeningen de Franse tekst)

Huishoudelijk Reglement van de Europese Conferentie van Ministers van Verkeer

Artikel 1

De Raad

- a) De Raad kiest met meerderheid van stemmen van de aanwezige leden een Dagelijks Bestuur, bestaande uit een voorzitter en twee onder-voorzitters. Het Dagelijks Bestuur wordt in beginsel elk jaar gekozen en blijft in functie tot de aanwijzing van een nieuw Dagelijks Bestuur.

b) De aftredende voorzitter wordt als regel vervangen door de eerste onder-voorzitter van het voorafgaande jaar; deze laatste wordt vervangen door de tweede onder-voorzitter.

c) Indien een lid van het Dagelijks Bestuur tijdens de duur van zijn lidmaatschap aftreedt als Minister van Verkeer in de Regering waarvan hij deel uitmaakt, wordt hij automatisch vervangen door de Minister, die hem als zodanig opvolgt.

Artikel 2

De Raad vergadert in beginsel ten minste eenmaal per jaar en wordt door de voorzitter bijeengeroepen. Deze roept voorts de Raad bijeen, wanneer ten minste een derde gedeelte der leden zulks uitdrukkelijk verzoekt.

Artikel 3

De Commissie

Het Dagelijks Bestuur van de Commissie bestaat uit een voorzitter en twee onder-voorzitters. Ter verzekering van een nauwe band tussen het Dagelijks Bestuur van de Raad en dat van de Commissie, treden de voorzitter en de onder-voorzitters van de Commissie op onderscheidenlijk als plaatsverangers van de voorzitter en van de onder-voorzitters van de Raad.

Artikel 4

De Commissie vergadert zo dikwijls zij zulks nodig oordeelt; zij vergadert in elk geval ter gelegenheid van elke zitting van de Raad. De voorzitter roept de Commissie eveneens bijeen op verzoek, dan wel met goedvinden, van tenminste een derde gedeelte van deszelfs leden.

Artikel 5

De vergaderingen van de Raad en de Commissie zijn niet openbaar, tenzij de Raad anders beslist.

Artikel 6

Beperkte groepen

De beperkte groepen, gevormd overeenkomstig artikel 8 van het Protocol, stellen zelf haar werkwijze vast.

Artikel 7

De agenda

a) Voor elke vergadering van de Raad of de Commissie stelt het betrokken Dagelijks Bestuur een voorlopige agenda op.

b) De agenda vermeldt als eerste punt de bespreking van de maatregelen, welke door de landen, leden der Conferentie, zijn genomen ter uitvoering van de besluiten der Conferentie.

c) De voorlopige agenda wordt tenminste zes weken voor de datum van elke zitting van de Raad en tenminste drie weken voor de datum van elke zitting van de Commissie aan alle leden verstrekt.

d) Bij de opening van elke zitting heeft elk lid het recht een punt op de voorlopige agenda te plaatsen. De agenda wordt vervolgens vastgesteld met meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

Artikel 8

Stemmingen

Voorzover niet anders bepaald worden de besluiten van de Raad en de Commissie omtrent procedure-kwesties betreffende het verloop der werkzaamheden aangenomen met meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

Artikel 9

Quorum

Geen vergadering van de Raad of de Commissie kan doorgang vinden, wanneer niet tenminste twee derde gedeelte der leden tegenwoordig dan wel vertegenwoordigd is.

Artikel 10

Verslagen

Van elke vergadering van de Raad en de Commissie wordt een verslag samengesteld.

Artikel 11

Raadplegingen

Wanneer de Conferentie een vraagstuk behandelt, terzake waarvan een internationale organisatie bevoegd is, kan de Commissie met meerderheid van stemmen de nodige stappen ondernemen om de zienswijze van de betrokken organisatie in te winnen.

Artikel 12

Verdere bepalingen

Tenzij het Dagelijks Bestuur van de Raad of de Commissie anders bepaalt, worden de Conferentiestukken slechts ter kennis gebracht van de Regeringen der leden en toegevoegde leden.

Artikel 13

Het Dagelijks Bestuur van de Raad kan met goedvinden van de Raad perscommuniqué's uitgeven betreffende de werkzaamheden van de Conferentie.

D. GOEDKEURING

Het Protocol behoeft de goedkeuring der Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van het Protocol is voorzien in artikel 14, lid 2.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol zullen, ingevolge artikel 14, lid 4, in werking treden, zodra zes Staten partij bij het Protocol zijn geworden, hetzij door ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging, hetzij door ondertekening gevolgd door bekrachtiging.

Op grond van artikel 14, lid 5, zullen de Staten, vanwege welke het Protocol onder voorbehoud van bekrachtiging is ondertekend, de bepalingen ervan voorlopig toepassen, voorzover hun onderscheidene grondwettelijke bepalingen dit toestaan.

J. GEGEVENS

De Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, waarnaar in artikel 7 en elders in het Protocol wordt verwezen, is opgericht bij het Verdrag van Parijs van 16 April 1948 (*Stb.* No. I 484).

Uitgegeven de twintigste November 1953.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. W. BEYEN.